

ARRÊTÉ

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le titre IV du Livre V du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, notamment son article 18,

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 avril 2002 autorisant le Syndicat mixte du Val Saint-Martin à poursuivre l'exploitation du centre d'enfouissement technique de déchets ménagers situé à Saint-Michel-Chef-Chef, au lieu-dit « L'Aiguillon »,

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 18 septembre 2002 au profit de la Communauté de Communes de Pornic pour l'exploitation du site précité,

VU la demande en date du 12 mai 2003 de la Communauté de Communes de Pornic relative à l'accueil sur le site précité, de mâchefers provenant de l'ancien incinérateur d'ordures ménagères de Saint-Viaud,

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées, en date du 29 octobre 2003,

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 13 novembre 2003,

VU le projet d'arrêté transmis à la Communauté de Communes de Pornic en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours,

VU la lettre en date du 2 décembre 2003 de la Communauté de Communes de Pornic

CONSIDERANT que la Communauté de Communes de Pornic projette d'accueillir et de prétraiter sur les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés qu'elle exploite à Saint-Michel-Chef-Chef, 5 600 tonnes environ de mâchefers provenant de l'incinérateur de déchets ménagers de Saint-Viaud, en vue de leur utilisation le site comme matériaux de couverture,

CONSIDERANT que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 réglementant les installations de la décharge doivent être complétées en conséquence, pour l'accueil des mâchefers précités en vue d'assurer la sécurité environnementale du site,

CONSIDERANT, par ailleurs, qu'il convient de prendre des prescriptions additionnelles pour ajuster l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 du site à l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique,

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : Objet

La Communauté de Communes de Pornic dont le siège est à la mairie annexe du bourg du Clion sur mer à Pornic, est autorisée à procéder, sur son site de stockage de déchets ménagers et assimilés, situé Saint-Michel-Chef-Chef, au lieu-dit « L'Aiguillon », à l'accueil et au traitement des mâchefers provenant de l'incinérateur de Saint-Viaud, exploité par la Communauté de Communes du Sud-Estuaire, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

La quantité totale de mâchefers attendue est évaluée à 5 600 t (4 500 m³ environ).

Les prescriptions du présent arrêté complètent celles de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 prises pour la poursuite de l'exploitation du site qui restent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions ci-après.

ARTICLE 2 : Prescriptions relatives aux mâchefers

2.1. gestion

A l'arrivée sur site, les mâchefers font l'objet :

- d'un contrôle visuel et de la vérification d'une information préalable sur la nature du déchet,
- d'une pesée avec enregistrement du poids,
- d'un contrôle de la non radioactivité,
- de la délivrance d'un accusé réception pour toute livraison admise.

Comme pour les autres déchets admis sur le site, le lot est enregistré sur le registre d'admission du site.

Les déchets refusés sont retournés au fournisseur, la Communauté de Communes du Sud-Estuaire.

Les mâchefers admis sont préalablement entreposés sur une zone de stockage tampon et de traitement réservée à cet effet.

Le traitement consiste principalement en le criblage en vue de séparer :

- la partie grossière (ou imbrûlés) destinée à une élimination et à une valorisation matière extérieure dans des installations classées autorisées à cet effet (récupérateur de métaux, aciérie ...),
- la partie fine destinée à un emploi sur site avec les matériaux drainants prévus en sous couche de couverture de la zone d'enfouissement des déchets sous l'écran imperméable.

Les dispositions relatives à la couverture du site sont fixées à l'article 9.1. de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002.

2.2. précautions à prendre

Les opérations de manipulation des mâchefers sont réalisées de manière à limiter, autant que possible, les émissions de poussières et les envols de matériaux légers.

Si nécessaire, des mesures sont prises pour limiter ces inconvénients (écran, arrosage...).

Toutes les eaux pluviales ruisselant pour le dépôt de mâchefers en attente ou en cours de traitement sont drainées. Dans ce but, l'aire de dépôt/traitement est imperméabilisée et les écoulements dirigés vers un dispositif permettant la récupération et, autant que nécessaire, l'épuration des effluents avec les lixiviats produits sur le site.

2.3. suivi qualitatif

Un suivi qualitatif des matériaux traités destinés à être enfouis est réalisé.

Le contrôle porte sur le prélèvement d'échantillons représentatif des matériaux traités et en leur mesure et analyses (granulométrie, taux d'imbrûlé, fraction soluble, As, Cd, Cr, Hg, Pb, sulfates, COT).

Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'Inspection des installations classées dès réception.

2.4. bilan

A l'issue des opérations de traitement, un bilan est réalisé qui comporte au minimum :

- les dates de déroulement des opérations,
- la quantité traitée,
- la quantité de matériaux évacuée à l'extérieur et leur(s) destination(s) jusqu'au stade de l'élimination finale,
- la quantité de matériaux destinée à être valorisée sur site sur la zone d'enfouissement des déchets,
- les résultats des contrôles.

Ce bilan est adressé à l'Inspection des installations classées.

ARTICLE 3 : mise en conformité avec l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié

3.1. contrôle des eaux souterraines

Les prescriptions de l'article 7 relatif au contrôle de la qualité des eaux de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 sont ainsi complétées :

«L'exploitant doit disposer d'un réseau de contrôle de la qualité de l'aquifère susceptible d'être pollué par l'installation de stockage constitué d'au moins un piézomètre de contrôle en amont hydraulique du site et deux en aval.

Un deuxième piézomètre « pz4 » en aval hydraulique du site doit être implanté pour compléter le réseau existant constitué de 3 piézomètres pz1 à pz3.

Les modalités de surveillance doivent être conformes aux dispositions de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié.

En particulier, le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux, pendant la phase d'exploitation et la période de suivi. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

Les résultats des analyses doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (tableau chronologique, niveau d'eau, paramètres de suivi, analyses de référence...).

*Le deuxième piézomètre aval (pz4), qui fera l'objet des contrôles prévus pour les autres piézomètres, doit être implanté avant le **30 juin 2004**. Son emplacement doit être déterminé à partir de l'avis technique d'un hydrogéologue ».*

3.2. installations de drainage et de collecte des lixiviats sur la zone d'enfouissement

Les prescriptions de l'article 5.1. de l'arrêté du 3 avril 2002 relatif à l'aménagement-collecte des lixiviats et des eaux de pluie de la zone de stockage sont ainsi complétées :

« L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu pour limiter la charge hydraulique à 30 cm en fond de site et permettre l'entretien et l'inspection des drains ».

3.3. suivi des biogaz

L'article 8 de l'arrêté du 3 avril 2002 est remplacé par les dispositions ci-après :

« Les installations de valorisation, de destruction ou de stockage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O. La fréquence des analyses est fixée ci-après :

<i>fréquence minimale des analys</i>	<i>pendant l'exploitation</i>	<i>après exploitation</i>
<i>CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O</i>	<i>trimestrielle *</i>	<i>semestrielle *</i>

** Toutefois, ces fréquences pourront être réduites (pendant l'exploitation : trimestrielle → semestrielle, après l'exploitation : semestrielle → annuelle) si l'évolution des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs.*

En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 ° C, pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF issues du dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

Pour le CO, la valeur limite devra être compatible avec le seuil suivant :

➤ CO < 150 mg/Nm³

Les résultats des mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est à dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.

Les résultats des mesures sont transmis à l'Inspection des installations classées et présentés dans le rapport annuel d'activité ».

ARTICLE 4 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions présent arrêté, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

ARTICLE 6 : Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Saint-Michel-Chef-Chef et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la Mairie de Saint-Michel-Chef-Chef pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire de Saint-Michel-Chef-Chef et envoyé à la Préfecture (Direction des Affaires Interministérielles et de l'Environnement - Bureau de la Règlementation de l'Environnement).

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la Communauté de Communes de Pornic, dans les quotidiens « Ouest-France » et « Presse-Océan ».

ARTICLE 7 : Deux ampliations du présent arrêté seront remises à la Communauté de Communes de Pornic qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de SAINT-NAZAIRE, le Maire de SAINT-MICHEL-CHEF-CHEF et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 10 décembre 2003
LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

signé : Jean-Pierre LAFLAQUIERE

